

Questions orales

fédéraux. Lorsqu'on regarde les bénéficiaires du gouvernement fédéral, on sait fort bien que le fédéral a bâti sur l'énorme capacité de nos entrepreneurs et au lieu de nous critiquer, la députée devrait être fière de leur réussite.

* * *

[Traduction]

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

M. Monte Solberg (Medicine Hat, Réf.): Monsieur le Président, il faudra des milliards de dollars pour compléter l'aménagement de l'autoroute canadienne de l'information. Pour le moment, ces milliards sont bloqués à la frontière américaine à cause de restrictions archaïques en matière de propriété étrangère qu'applique le gouvernement canadien. Même le conseil consultatif du gouvernement réclame des changements.

Quand le gouvernement fera-t-il quelque chose pour les consommateurs au lieu de satisfaire des intérêts spéciaux et se décider à accueillir au Canada cet investissement tellement nécessaire?

L'hon. Jon Gerrard (secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement), Lib.): Monsieur le Président, je suis content que le député insiste sur la nécessité de mettre au point l'autoroute canadienne de l'information. Il importe de signaler que l'on reconnaît dans le secteur des télécommunications que notre structure, en ce qui a trait aux investissements étrangers, convient parfaitement. On a fait, après examen, des recommandations dans d'autres secteurs.

Très franchement, nous croyons que le potentiel d'investissement est là. C'est un investissement très excitant pour le secteur canadien et il est conforme aux règles régissant le secteur des télécommunications.

M. Monte Solberg (Medicine Hat, Réf.): Monsieur le Président, voilà maintenant deux ans que nous entendons ici ce genre de discours. Si le gouvernement ne change pas d'attitude, l'autoroute de l'information deviendra un sentier pour les ânes au Canada.

Des milliers d'emplois attendent d'être créés dans notre pays. Pourquoi le gouvernement empêche-t-il la création de tous ces emplois du XXI^e siècle en maintenant une politique protectionniste propre au XIX^e siècle?

L'hon. Jon Gerrard (secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement), Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de signaler au député que l'infrastructure et les programmes de télécommunication du Canada sont considérés comme les meilleurs du monde.

● (1440)

Nous progressons très rapidement en nous ouvrant à un milieu très compétitif. Les investissements dans ce secteur augmentent d'une manière phénoménale, et ceux du secteur de la recherche et développement, dont il est particulièrement question aujourd'hui,

sont très importants. Ils permettent d'espérer un avenir prometteur.

* * *

[Français]

LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances responsable du développement régional au Québec.

Le premier ministre demande qu'on trouve de bonnes raisons pour voter oui lors du référendum, et en voici une autre. La recherche et le développement, voilà un outil fondamental pour développer l'économie et l'emploi au Québec. Or, depuis que des statistiques existent, jamais le Québec n'a eu sa juste part des dépenses fédérales en cette matière.

Le ministre des Finances responsable du développement régional au Québec reconnaît-il que le gouvernement fédéral n'a rien fait depuis deux ans pour corriger une injustice qui dure depuis très longtemps en recherche et développement dans les laboratoires du gouvernement fédéral et qui ne laisse au Québec qu'un maigre 13,8 p. 100 des budgets, alors qu'il constitue 25 p. 100 de la population?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, malheureusement pour le député, ces chiffres sont tout à fait incorrects. Ils ne sont pas exacts.

Au cours des dix dernières années, le gouvernement fédéral a édifié dix nouveaux centres de recherche au Québec.

Une voix: Ah, vraiment?

M. Martin (LaSalle—Émard): Oui, vraiment. De plus, conjointement avec la province, six institutions de recherche ont été mises sur pied. Toutes ces institutions oeuvrent dans des secteurs d'une importance capitale pour le développement du Québec et du Canada: biotechnologie, énergie, environnement, aérospatiale, optique, et j'en mets.

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, il n'y a pas d'erreur, il en met!

Une étude parue en 1992 précisait et je cite cette étude: «Par ailleurs, les dépenses en recherche et développement du fédéral au Québec doivent représenter une plus juste part que les honteux 13 p. 100 qui sont actuellement consacrés.» Celui qui a écrit cette étude-là—le premier ministre dit Le Hir—non, non, tournez-vous, regardez à votre gauche, celui qui a écrit cela c'est le ministre des Finances le 8 juin 1992 dans la presse. C'est lui qui parlait.

C'est le ministre des Finances qui a écrit cela, «les honteux 13 p. 100», du temps qu'il était dans. . .

Une voix: Oh, oh!

Le Président: Je sais qu'on en vient à la question tout de suite.